

## **Janvier 1959 : « invention » du ministère des Affaires culturelles.**

### **Texte pour un jubilé**

par

**Jean-René BOURREL**

*A la mémoire de Philippe BLANC,  
Chef du Cabinet d'André Malraux.*

En 1958, avec le retour au pouvoir du général de Gaulle, voici de nouveau, pour reprendre une image du journaliste Pierre Viansson-Ponté, « *l'astre revenu à son zénith* »<sup>1</sup>. Et avec ce nouvel apogée, voici André Malraux, « *l'ami génial* » du Général, redevenir ministre : ministre délégué à la Présidence du Conseil, chargé de l'information (par décret du 1<sup>er</sup> juin 1958), susceptible d'être chargé « *de la réalisation de divers projets et notamment ceux qui ont trait à l'expansion et au rayonnement de la culture française* » (décret du 26 juillet 1958) et enfin, par ordonnance du 8 janvier 1959, « *ministre d'Etat, chargé de coordonner l'action gouvernementale dans le domaine culturel* ».

---

<sup>1</sup> Pierre VIANSSON-PONTE, *Les Gaullistes*, Seuil, 1963, p. 148.

Voici donc bientôt cinquante ans que Malraux devenait le premier ministre du premier ministère des Affaires culturelles car ce ministère était bien une création, une « invention »<sup>2</sup> destinée à mettre en place la politique culturelle de la France.

Est-il meilleure façon de célébrer ce jubilé que de retrouver les circonstances de cette naissance, d'évoquer « *les années Malraux* » et, loin des passions et des controverses, de faire un bilan de ces « *dix ans de règne sur la culture* »<sup>3</sup> ?

## **La République et la Culture**

La création en 1959 du ministère des Affaires culturelles est en quelque sorte au croisement de l'histoire de notre pays et du destin d'un homme.

L'histoire de la France est indissociable de sa culture et celle-ci assure souvent le souvenir et parfois la gloire de celle-là dans la mémoire et le cœur des hommes. La Galerie François Ier à Fontainebleau suffit à exprimer le raffinement italianisant du monarque qui fit venir Léonard de Vinci en France et lui acheta « La Joconde » et Versailles à établir à jamais le Roi-Soleil dans son empyrée fabuleux.

Pour s'en tenir aux temps modernes, c'est à l'époque des Lumières que la culture — entendue ici comme l'ensemble des productions de l'esprit, de la sensibilité et de l'industrie humaine : les arts, les sciences et les techniques — se trouve indissociablement associée à l'idée de « *progrès de l'esprit humain* ».

---

<sup>2</sup> Pour reprendre le titre de l'ouvrage de Philippe URFALINO, *L'invention de la politique culturelle*. Documentation française, 1996.

<sup>3</sup> Titre de la série d'articles critiques que fit paraître Jean LACOUTURE dans le journal *Le Monde* entre le 5 et le 9 juillet 1969.

Janvier 1959 : «Invention» du ministère des Affaires culturelles. Texte pour un jubilé

Condorcet « esquissera » celui-ci mais c'est sans doute aux Encyclopédistes que revient le mérite d'avoir conçu et promu cet humanisme des temps modernes qui en appelle à l'universalité de l'Homme et qui soumet la gouverne des peuples à l'obligation de leur instruction. Les éduquer, c'est étymologiquement les « tirer vers le haut » : vers les connaissances accumulées par l'intelligence et la raison, vers cette capacité à recevoir et à être ému par des « œuvres de Beauté ».

Les gouvernements successifs de la III<sup>e</sup> et de la IV<sup>e</sup> République auront souci de rester fidèles à la décision prise en 1870 de placer les attributions relatives aux Beaux-Arts sous la tutelle du ministère de l'Instruction publique. Cette domiciliation administrative se fait malheureusement au prix d'un fâcheux et parfois consternant académisme d'Etat. L'Académie des Beaux-Arts, relayée par l'hebdomadaire « L'Illustration » et une institution comme le prix de Rome, consacrent la non-audace artistique, le triomphe de barbouilleurs aujourd'hui oubliés, un registre formel et convenu où les chromos le disputent à d'affligeantes médiocrités.

Face à sa toute-puissance — ou en essayant de composer *volens nolens* avec elle — le pouvoir politique procède par impulsions ou à-coups mais la volatilité des régimes entrave la mise en œuvre d'une politique audacieuse ou tout au moins attentive à « l'art vivant ». Gambetta, Sembat, Clemenceau — l'ami de Monet —, Paul Boncour ne manquent pas d'idées novatrices mais de temps pour les traduire en actes politiques.

Le plus célèbre des Sous-secrétaires d'Etat aux Beaux Arts de la III<sup>ème</sup> République est sans doute M. Dujardin-Beaumetz, député de l'Aude. Célèbre par sa longévité dans la fonction (sept ans, de 1905 à 1912), pour avoir refusé d'acheter un seul Cézanne, pour avoir surtout encouragé la peinture patriotique

et militaire et peuplé les jardins publics du Midi « *de femmes nues affriolantes et de sujets allégoriques d'une totale indigence plastique* ». <sup>4</sup> On n'est pas au bout de ses surprises : en 1925, le directeur général des Beaux-Arts ne tenta-t-il pas de faire retirer de l'Exposition des arts décoratifs un Delaunay et un Léger ? et ne vit-on pas le peintre Gérôme s'indigner publiquement que l'Etat garde une partie de la donation Caillebotte composée de Manet, Monet, Sisley, Renoir ? Six fois ministre de l'Instruction publique ou de l'Education nationale (entre 1925 et 1934), Anatole de Monzie n'alla-t-il pas jusqu'à déclarer : « *Le théâtre, qu'est-ce que c'est que ça ?* » ...

Le paradoxe est que le solde de ces décennies qui précèdent l'avènement du « *ministère Malraux* » est, au final, positif.

On le doit à la qualité d'ensemble des fonctionnaires de la République, au budget affecté aux Beaux-Arts (4,6 % de celui de l'Etat du temps de M. Dujardin-Beaumetz) et à quelques périodes heureuses. Au Front Populaire notamment qui tenta de mettre sur pied une vraie politique culturelle. « *Sa devise pourrait être : ouvrons les portes de la culture* », écrit Jacques Soustelle <sup>5</sup> en 1936. Deux hommes exceptionnels se distinguent : Jean Zay, « *l'intelligence faite ministre* » (à l'Education nationale de 1936 à 1939), et Léo Lagrange, Sous-Secrétaire d'Etat aux loisirs, proche ami de Malraux. Ces deux hommes, Zay et Lagrange, qui vont disparaître dans des circonstances tragiques, posent les jalons décisifs : la décentralisation, les festivals de province, l'accès aux chefs d'œuvre, les maisons de la Culture, la réorganisation de la Comédie-Française et des théâtres nationaux. De leurs actions se dégagent trois idées-forces qui seront reprises à la Libération par le RPF gaulliste : l'intervention de l'Etat est nécessaire pour organiser un retour à l'ordre esthétique ; le peuple

---

<sup>4</sup> Pierre CABANNE, *Le Pouvoir culturel*, Olivier Orban, 1981, p.13

<sup>5</sup> *Vendredi*, 25 juin 1936.

Janvier 1959 : «Invention» du ministère des Affaires culturelles. Texte pour un jubilé

français a droit à la culture de l'élite ; la jeunesse du pays doit faire fructifier les enjeux culturels.

Il convient de saluer également les initiatives prises sous la IV<sup>e</sup> République. Directeur des musées de France de 1945 à 1957, Georges Salles, autre ami de Malraux (ils conçurent tous les deux, pour Gallimard, la collection « L'Univers des Formes »), fait preuve à l'égard de l'art moderne d'une étonnante sagacité. Quant à André Cornu, nommé aux Beaux-Arts en 1951 alors qu'il n'avait pas d'affinité particulièrement forte avec le sujet, il eut le mérite de sauver le château de Versailles d'un délabrement aggravé par la guerre. La même année vit Jean Vilar prendre la direction du TNP, le renouveau du théâtre de l'époque et son évolution vers un véritable théâtre populaire ayant été résolument engagé dès 1947 par Jeanne Laurent sous l'autorité de l'excellent Pierre Bourdan, ministre de la Jeunesse, des Arts et des Lettres, qui, pendant les quelques mois de son ministère (du 22 janvier au 22 octobre 1947), créa les Festivals d'Avignon et de Cannes et mit en place le dispositif d'aide à la première pièce en faveur des auteurs dramatiques.

Ainsi, quand le gouvernement de Michel Debré confie le ministère des Affaires culturelles à André Malraux, celui-ci trouve une situation contrastée mais globalement satisfaisante. Avec le recul du temps, Pierre Cabanne n'hésitera d'ailleurs pas à écrire en 1981 que « *le bilan de la 4<sup>e</sup> République reste, sur certains plans, beaucoup plus positif que celui du ministère Malraux.* »<sup>6</sup>

---

<sup>6</sup> Pierre CABANNE, *op.cit.*, p.22

« **Enfin Malraux vint...** »

La déception dont témoigne ce genre de jugement est, on l'aura compris, l'envers du « *fantastique espoir* »<sup>7</sup> suscité par l'arrivée de Malraux à la tête d'un ministère taillé à sa mesure. « Enfin Malraux vient... », ont pu se dire en 1959 bon nombre d'hommes et de femmes de culture. Le prestige du nouveau ministre d'Etat est considérable et justifie parfaitement, si besoin en était, le choix de cet homme hors pair pour ce ministère sans pareil.

Dès ses tout premiers textes — ainsi « La Peinture de Galanis » qu'il publie alors qu'il n'a que vingt-et-un ans —, Malraux manifeste un intérêt passionné pour la création artistique. Sa réflexion s'inscrit dans la tradition d'illustres précurseurs (Elie Faure et Henri Focillon principalement) mais elle obéit également à des interrogations profondément originales et à une démarche qui n'appartient qu'à lui où se mêlent esprit de synthèse, érudition et intuitions inspirées. Ses romans eux-mêmes portent trace de son inlassable dialogue avec les arts du passé mais ce sont surtout, à partir de 1934, sa participation aux activités de l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires (AEAR) — le numéro de mars-avril 1934 de « Commune », l'organe de l'Association, prône la création en France de « *groupes culturels* » : « Ces « *groupes culturels* » excitaient beaucoup Malraux, note P. Cabanne ; ils eurent une grande influence sur sa réflexion touchant les rapports de l'individu et de l'art (...). La première maison de la Culture parisienne en est issue (...) »<sup>8</sup> —, les discours prononcés devant les congrès d'écrivains soviétiques ou de « l'Association des écrivains pour la défense de la culture », les premiers textes de réflexion sur l'art publiés dans la somptueuse revue *Verve* qui imposent Malraux dans le cercle restreint des théoriciens de « l'action culturelle » mais aussi, plus largement, dans le

---

<sup>7</sup> *Ibid.*, p.34

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 16.

Janvier 1959 : «Invention» du ministère des Affaires culturelles. Texte pour un jubilé

paysage intellectuel français. Au lendemain de la guerre et jusqu'à la fin de sa vie, sa méditation sur l'art inspire des œuvres majeures comme *Les Voix du silence* (1951), les trois ouvrages du *Musée imaginaire de la sculpture mondiale* (à partir de 1952), les trois ouvrages de *La Métamorphose des dieux* (à partir de 1957).

En Malraux le métaphysicien de l'art de double d'un militant de l'action culturelle. « *Esprit religieux sans la foi* »<sup>9</sup>, « *tombé en art comme on entre en religion* », il considère que l'art, ce « *chant de l'histoire* », témoigne du pouvoir de création qui fait de l'homme l'égal des dieux et qui, en réalisant des œuvres promises à un inépuisable dialogue à travers les siècles, atteste de l'humanité profonde de l'homme — de ce que Baudelaire appelait quant à lui « *notre dignité* ». L'action culturelle est dès lors conçue comme un engagement humaniste : « *On peut aimer, écrit Malraux en 1935, que le sens du mot « art » soit tenter de donner conscience à des hommes de la grandeur qu'ils ignorent en eux* ».<sup>10</sup> D'où ce constant besoin de manifester notre fraternelle grandeur, de toujours combattre ce qui dégrade ou humilie, de s'opposer aux « *usines du rêve* » qui jouent sur « *les puissances du sexe et du sang* ». D'où également la tentation de Malraux pour une action éducative et morale : ministre de l'Information de novembre 1945 à janvier 1946, il avait rêvé de prendre la tête d'un ministère de l'Education nationale qui aurait renouvelé les pratiques didactiques au bénéfice des jeunes Français en recourant aux technologies audiovisuelles les plus avancées. « *On voit que vous ne connaissez pas le ministère de l'Education nationale* », lui avait seulement dit Gaston Palewski qui, lui, parlait d'expérience...<sup>11</sup>

---

<sup>9</sup> Ainsi Malraux se définit-il lui-même dans une lettre qu'il adresse en 1975 à Pierre Moinot.

<sup>10</sup> Préface au *Temps du mépris* (1935). Gallimard, Pléiade, t. 1, p.776.

<sup>11</sup> Cette tentation pédagogique, nous la retrouverons dans les conseils et les soutiens que Malraux apporta à des concepteurs ou à des réalisateurs d'émissions de télévision : à Adam Saulnier qui, avec sa série d'émissions intitulée « *Les Expositions* », constitue « *le musée vivant de l'avenir* » (« *Télé 7 jours* », 29 juillet 1967) ; à

Esthète passionné par la création artistique, militant de l'action culturelle, écrivain éminent et intellectuel de premier plan, par ailleurs membre du Conseil des Musées de France<sup>12</sup>, comment Malraux n'eût-il pas suscité les plus grandes espérances quand il accède aux « affaires culturelles » ?

Premier ministre du premier ministère de ce nom, il suscite le plus vif intérêt et justifie les attentes les plus ardentes. Le général de Gaulle ne s'y trompe pas quand il confie à son Premier ministre Michel Debré : « *Il vous sera utile de garder Malraux. Taillez pour lui un ministère, par exemple, un regroupement de services que vous pourrez appeler « Affaires culturelles ». Malraux donnera du relief à votre gouvernement* ». <sup>13</sup>

« *Ainsi, vous voilà ministre...* », lui avait dit Nehru (fin 1958), légèrement goguenard et passablement inquiet de voir, en France, un général devenir président de la République.<sup>14</sup> « *Garine ministre* », écrit de son côté Jean Lacouture pour souligner ce qui est métamorphose pour les uns, avatar pour les autres : l'installation d'un révolutionnaire sous les ors du Palais-Royal. C'est oublier un peu vite qu'entre *Les Conquérants* (1928) et l'entrée dans le gouvernement Debré, trente ans se sont passés et qu'il y eut entretemps la « désillusion lyrique » inspirée par un communisme devenu stalinien.<sup>15</sup>

---

Magdeleine Hours qui prépare une série d'émissions sur « les secrets des chefs d'œuvre » : « *Il faut que vous vous adressiez aux mineurs du Nord, ils doivent pouvoir vous suivre* ». (Magdeleine HOURS, *Un vie au Louvre*, Robert Laffont, 1987, p.164).

<sup>12</sup> Il succède le 19 avril 1951 à André Gide.

<sup>13</sup> Michel DEBRE, *Gouverner. Mémoires*. Albin Michel, 1988, t.3, p.13-14.

<sup>14</sup> André MALRAUX, *Le Miroir des limbes. I. Antimémoires, II, 5*, Gallimard, Pléiade, t 3, p.143.

<sup>15</sup> « *...Il n'était pas entendu que les « lendemains qui chantent » seraient ce long ululement qui monte de la Caspienne à la mer Blanche, et que leur chant serait celui des bagnards* ». Discours prononcé le 5 mars 1948, salle Pleyel. Repris en postface des *Conquérants. Œuvres complètes*, Gallimard, Pléiade, t 1, p. 282.

Janvier 1959 : «Invention» du ministère des Affaires culturelles. Texte pour un jubilé

Voici donc, ce 8 janvier 1959, Malraux « *ministre d'Etat, chargé de coordonner l'action gouvernementale dans le domaine culturel* ». Au *J.O.* du 4 février est publié le décret fixant les attributions du ministre ; le 13 mars, celui qui fixe la composition de la commission interministérielle chargée d'organiser l'ensemble des services qui lui sont transférés ; le 24 juillet, le décret (*J.O.* du 26) sur la mission et l'organisation du ministère. Malraux en est l'auteur et il en a pesé chaque mot : « *Le ministre chargé des affaires culturelles a pour mission de rendre accessibles les œuvres capitales de l'humanité, et d'abord de la France, au plus grand nombre possible de Français ; d'assurer la plus vaste audience à notre patrimoine culturel, et de favoriser la création des œuvres d'art et de l'esprit qui l'enrichissent.* »

Comment ceux qui n'ont eu de cesse d'accuser Malraux d'avoir trahi la Gauche — ils furent nombreux... — n'ont-ils donc pas discerné que le ministre gaulliste restait parfaitement fidèle au romancier communisant qui, au lendemain de la publication de *La Condition humaine*, en 1934, proclamait : « *Il se peut que l'un des plus hauts pouvoirs de l'art soit de donner conscience à des hommes de la grandeur qu'ils ignorent en eux* » ?

### **1959 : « Action culturelle, an I » (Emile Biasini)**

Malraux regroupe dans son ministère de plein exercice les arts et les lettres, les archives et l'architecture (auparavant à l'Education nationale), le Centre national de la cinématographie française (auparavant à l'Industrie) et les services culturels du commissariat à la jeunesse.

Pierre Moinot, qui fut conseiller technique au Cabinet de Malraux de 1959 à 1961 (avant de devenir le Directeur général des arts et des lettres de 1966 à

1969) a excellemment évoqué les premiers temps du ministère : « *Les conditions étaient épouvantables : une quasi-inexistence de moyens, un dénuement qu'on a peine à imaginer, un entourage administratif totalement sceptique et souvent hostile, qui guettait la fin de l'expérience, une clientèle de créateurs soit furieux de ne plus être sollicités, soit méfiants d'être sollicités, et souvent situés dans des horizons politiques qui les rendaient encore plus méfiants, ou encore plus furieux.*

*Mais ces conditions devenaient sans importance au regard de la force qu'André Malraux donnait à sa vision volontariste d'un ministère de la culture. Et nous avions dans son sillage une telle passion, un tel enthousiasme, une telle volonté que nous avons fini par avancer contre l'ordre habituel des choses.*

*Je me dis parfois que si le ministère s'est construit et a survécu, c'est peut-être parce qu'il avait très peu de chances de vivre et qu'il jouait chaque jour son va-tout. Nous étions dans une espérance déraisonnable qui nous contraignait à agir désespérément ».*<sup>16</sup>

Autant dire que pour agir et réussir dans un pareil désespoir et faire face en continu à toutes sortes de scepticismes et de sarcasmes — chaque semaine dans « Le Canard enchaîné », le dessinateur Moisan tympanise autour d'un de Gaulle louis-quatorzien une « Cour » d'où se détache Malraux sous les traits d'un Bossuet hagard promu au rang de surintendant des bâtiments du royaume — il fallait à Malraux des collaborateurs hors du commun. A circonstances exceptionnelles, personnels hors cadre, hommes de courage et d'audace, prêts à

---

<sup>16</sup> Communication donnée devant l'Académie Française et reprise dans le supplément de la *Lettre d'information* du ministère de la Culture, n° 273, 25 décembre 1989, p.2-3.

Janvier 1959 : «Invention» du ministère des Affaires culturelles. Texte pour un jubilé

tout donner pour connaître « le bonheur d’entreprendre » et faire de cette épopée ministérielle « *une aventure de l’esprit* ». <sup>17</sup>

Ces compagnons d’aventure, Malraux va les trouver parmi ses proches amis d’abord : Louis Chevasson, pendant quelque temps, qui fut de l’expédition dans la forêt cambodgienne; Marcel Brandin, l’ancien condisciple du collègue Turgot ; Albert Beuret, que Malraux avait rencontré lors de la mobilisation (évoquant cette période de sa vie dans *Antimémoires*, il en fait le personnage de Pradé), « *l’ombre de Malraux, l’image même de la fidélité, de l’astuce, de la sensibilité* », dit de lui P. Moinot; Gaëtan Picon, brillant agrégé de philosophie et esthéticien passionné, lié à Malraux, qu’il admire, depuis 1935, son critique littéraire le plus profond et, toujours selon Moinot, « *l’un des théoriciens les plus subtils de l’entreprise [ministérielle]* ». A cette garde rapprochée s’ajoutent des compagnons du RPF comme Georges Loubet et Pierre Juillet. « *Ce rassemblement caractérisé par sa dévotion au ministre constituait, a écrit Emile Biasini, une troupe pittoresque, caustique devant la découverte des réalités administratives, mais dénuée d’expérience et de poids face aux administrations chevronnées de l’Education nationale et des Finances* ». <sup>18</sup>

Pour faire pièce à ces grandes administrations, il fallait au ministère nouvellement créé de grands administrateurs. Malraux n’a rien à attendre de l’Education nationale qui se débarrasse à son intention de certains de ses fonctionnaires les moins performants. Les fonctionnaires qu’il lui faut, actifs, imaginatifs, prêts à relever tous les défis dès lors qu’ils contribuent au rayonnement de la France dans le monde, c’est dans le corps des administrateurs de l’Ecole nationale de la France d’outre-mer (ENFOM) qu’il va les puiser.

---

<sup>17</sup> C’est par cette expression que Malraux définit, le 25 mars 1969, l’inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France. *Inventaire général*. Ministères des Affaires culturelles et de l’Economie et des Finances, p.3.

<sup>18</sup> Emile BIASINI, *Grands travaux. De l’Afrique au Louvre*. Odile Jacob, 1995, p.133.

« *S'il y a rupture avec les Beaux-Arts, c'est dans l'utilisation de ces équipes d'Outre-Mer* », a justement noté Charles-Louis Foulon.<sup>19</sup> Emile Biasini (promotion 1944) — « débauché » aux Affaires culturelles alors qu'il préparait pour le président Tombalbaye la constitution tchadienne, il devient fin 1961 le directeur de Théâtre, de la Musique et de l'Action culturelle, poste qu'il occupera jusqu'à son licenciement brutal, en 1966. Nous le retrouverons en 1988 Secrétaire d'Etat chargé par François Mitterrand des Grands Travaux —, Jean Autin (même promotion), Guy Brajot (promotion 1948), Roger Delarozière (promotion 1940), Félix Giacomoni (promotion 1944), Michel Sellier (promotion 1937) : la liste est trop longue pour être traitée ici de façon exhaustive et c'est au beau travail de Mme Marie-Ange Rauch qu'il faut se référer pour connaître plus en détail cette cohorte de troupe coloniale en déshérence d'empire qui a fourni les soldats de l'an I du ministère des Affaires culturelles.<sup>20</sup> Jérôme Clément qui, à sa sortie de l'ENA en 1972, choisira de faire carrière avec le succès que l'on sait dans l'administration des « affaires culturelles », a su rendre hommage à ces pionniers : « *Le ministère des Affaires culturelles (...) avait pour cadres un grand nombre d'administrateurs de la France d'outre-mer qui, faute de colonies à administrer après le mouvement d'indépendance des années soixante, avaient été affectés rue de Valois sous la férule distraite d'André Malraux (...). La visite détaillée des différentes directions du ministère nous permet de rencontrer des émules de Lyautey ou de Savorgnan de Brazza occupés à gérer les gardiens de musées. Partis pour l'exploration, ils géraient le Patrimoine. Le plus étonnant est qu'ils ont réussi* ».<sup>21</sup>

---

<sup>19</sup> Charles-Louis FOULON, « *Des Beaux-Arts aux affaires culturelles (1959-1969). Les entourages d'André Malraux et les structures du ministère* ». « Vingtième Siècle », n°28, octobre-décembre 1990, p.33.

<sup>20</sup> Marie-Ange RAUCH, *Le Bonheur d'entreprendre. Les administrateurs de la France d'outre-mer et la création du ministère des Affaires culturelles*. Comité d'histoire du ministère de la Culture et de la Communication, 1998.

<sup>21</sup> Jérôme CLEMENT, *Un homme en quête de vertu*, Grasset, 1992, p. 116-117.

**« Ce ne fut pas une aventure médiocre » (Jean Lacouture)**

Ont-ils donc réussi ?... Cinquante après la création du ministère de la Culture, nous pouvons nous poser la question et tenter d’y répondre.

Les dix années du règne d’André Malraux sur la culture (1959-1969) ont fait l’objet de plusieurs bilans d’inventaire. Quelques semaines seulement après son départ du ministère, Jean Lacouture lui consacre dans *Le Monde* une série d’articles qui disent assez, quoique de façon discutable parfois, les déceptions et les amertumes de ceux qui avaient fondé de grandes espérances sur « *Garine ministre* ». <sup>22</sup>

Les causes de ce demi-échec, il faut les chercher d’abord dans la personnalité même de ce ministre d’exception. « *La multiplicité ambiguë d’André Malraux, écrit très justement Pierre Moinot, c’est la douleur même, l’acharnement de l’action et la conscience aiguë de son vide* ». <sup>23</sup> « *Hanté par la catastrophe plutôt que par la tragédie, et par la mort plus que par l’art de vivre* » <sup>24</sup>, il se montre peu attentif aux autres. Peu soucieux de psychologie, il fait même preuve des pires maladresses : ce tribun ne sait pas communiquer avec les siens et pas davantage garder ou retenir des directeurs ou animateurs compétents, dévoués, efficaces. Il se sépara ainsi avec brutalité et sans explication de Biasini, de Picon, de Querrien, de Boisanger, de Barrault.

Sa séparation de son épouse Madeleine (fin 1965) n’arrange rien. Elle relègue Malraux dans le sentiment d’« *[une] vie sanglante et vaine* » et l’enferme dans le deuil de ses deux fils disparus dans un accident de la route le 21 mai 1961.

---

<sup>22</sup> Jean LACOUTURE, « *Dix ans de règne sur la culture* », *Le Monde* des 5, 6-7, 8 et 9 juillet 1969.

<sup>23</sup> Pierre MOINOT, « *A.M. au jour le jour* », « *Hommage à André Malraux* », *NRF*, juillet 1977, n°295, p.67.

<sup>24</sup> Jean LACOUTURE, *Le Monde*, 5 juillet 1969.

Les collaborateurs du Cabinet, anciens de l’Afrique noire et connaisseurs des maladies de ce continent, qualifient pudiquement par l’expression « *crises de palu* » les terribles et fréquentes périodes d’abattement ou de dépression du ministre. Pour fuir son désarroi physique et moral — mais, au final, pour l’aggraver —, Malraux retrouve de vieux démons: l’alcool, diverses drogues médicalisées...

A partir de 1965, de graves troubles neuropsychiatriques sont à l’origine des absences de plus en plus nombreuses d’un ministre aussi peu fait pour la vie administrative que pour « la comédie du pouvoir ». Malraux conçoit son rôle comme celui d’un général en chef qui s’en remet à son état-major pour le fonctionnement des affaires courantes — même si, contrairement à une image répandue par quelques bons esprits, il suit avec attention, rigueur et méticulosité les dossiers qui lui sont soumis.

Mais peut-être pêche-t-il par orgueil. Considérant qu’il est par excellence le Conseiller du Monarque, il se veut « *hors de toutes les séries* ». Se comporter comme n’importe quel autre ministre serait, à ses yeux, déchoir. « *L’ami génial* » du Général ne peut pas être confondu avec les autres ministres ; le ministre d’Etat chargé des Affaires culturelles ne saurait même être l’obligé du Président de la République ou du Premier ministre. Aussi n’intervient-il pas auprès d’eux pour obtenir des aides ou des rallonges budgétaires qu’il eût facilement obtenues. Il se refuse de la même manière à plaider ses dossiers devant le ministre des Finances, M. Baumgartner, ou son jeune secrétaire d’Etat, V. Giscard d’Estaing. Bien plus : en obtenant de négocier directement le budget de son ministère auprès de la présidence de la République, il s’attire en retour la hargne impitoyable de la rue de Rivoli ; en concevant l’administration comme

Janvier 1959 : «Invention» du ministère des Affaires culturelles. Texte pour un jubilé

un outil au service d'une grande cause<sup>25</sup>, il irrite durablement bon nombre de ministres ou de hauts fonctionnaires d'Etat qui admettent à la rigueur les grandes envolées lyriques de Malraux mais fort peu ses conceptions de l'appareil administratif : Valéry Giscard d'Estaing parlera de lui comme d'une Cariatide inutile et pitoyable lors des Conseils des ministres et Maurice Couve de Murville racontera sans aménité comment il coupa court au récit que Malraux lui fit de sa visite à Mao.

Malraux a beau avoir voulu insuffler à son ministère « *un esprit de moine conquérant* », pour parler comme Pierre Moinot<sup>26</sup>, le haut clergé de la haute administration n'a de cesse de le tenir en lisières... Cette mise à l'écart qui peut ressembler parfois à une mise à l'index, aggravée par un ministre qui refuse de se compromettre voire de s'humilier en plaidant ses dossiers<sup>27</sup>, renforce en Malraux, finalement, « *la conscience aiguë du vide [de toute action]* ». D'où sa réponse à Picasso, ulcéré de ne pas avoir été invité à une exposition de ses œuvres, et qui lui télégraphiait : « *Croyez-vous que je sois mort ?* ». Réponse de Malraux : « *Croyez-vous que je sois ministre ?* » D'où l'histoire qu'il se plaît à raconter du chat de Mallarmé pour faire indirectement allusion à l'inanité de sa fonction : « *Mallarmé (...) racontait ceci : une nuit, il écoute les chats qui conversent dans la gouttière. Un chat noir inquisiteur demande à son chat à lui, brave Raminagrobis : « Et toi, qu'est-ce que tu fais ? — En ce moment, je feins d'être chat chez Mallarmé... »*<sup>28</sup>. D'où les critiques : André Malraux ou le temps du silence<sup>29</sup>, « *Monsieur l'Absent* »<sup>30</sup> ou encore — mais ces critiques-ci ne

---

<sup>25</sup> « *Une administration n'est pas une gérance, mais l'instrument d'un destin national* ». André Malraux, Discours de Fort-Lamy (Tchad), 10 août 1960.

<sup>26</sup> Communication donnée devant l'Académie Française, *op. cit.*, p.2.

<sup>27</sup> En 1967, un magistrat de la Cour des Comptes confie à un haut fonctionnaire du ministère des Affaires culturelles : « *Ces projets sont bons. Mais pour que nous vous suivions, il faudrait que votre dossier soit plaidé fermement en haut lieu...* » Cité par Jean LACOUTURE, *Le Monde*, 9 juillet 1969.

<sup>28</sup> *Le Miroir des limbes. I. Antimémoires, II, 5, op. cit.*, p.143.

<sup>29</sup> Titre d'un pamphlet d'André BRINCOURT, La Table Ronde, 1966.

<sup>30</sup> Morvan LEBESQUE, *Le Canard enchaîné*, 13 mai 1966.

seront pas pardonnées par celui qu'elles visent : « *Malraux ? — Un brouillon de culture qui met du désordre dans un ministère qui n'existe pas !* »<sup>31</sup>

Le trait est sévère, il n'est pas juste pour autant. Mis en œuvre dans des conditions précaires, nous l'avons vu, le ministère a pourtant bel et bien existé et, comme l'écrivait Jérôme Clément, le plus étonnant est qu'il a réussi.

Sans doute a-t-il connu, comme toute entreprise de ce genre, des échecs ou des déconvenues. Au nombre de ceux-ci :

- les champs d'intervention mal délimités d'un ministère des Affaires culturelles qui n'a pas dans ses attributions la politique du livre, les activités socio-éducatives de la jeunesse, les relations culturelles avec l'étranger et qui commet surtout deux erreurs majeures : s'interdire d'intervenir dans l'enseignement scolaire et sur la politique télévisuelle (Malraux n'a pas oublié le conflit survenu en 1947 entre Pierre Bourdan et son homologue de l'Education nationale, Marcel Naegelen. Et il se méfie de la Ligue de l'Enseignement dans laquelle il voit un irréductible bastion de la Franc-Maçonnerie ! Quant à la télévision, il ne veut en aucun cas avoir affaire avec ses conseils d'administration et ses syndicats) ;
- la faiblesse des budgets alloués au ministère (0,39 % en moyenne sur les dix années 1959-1969) interdit, au fond, à Malraux d'avoir les moyens de ses ambitions : « *C'est là, vraiment, faire peu de cas d'une grande ambition qui aurait pu devenir une grande impulsion* ». <sup>32</sup> Mais Malraux, nous le savons, n'a aucune affinité avec la haute administration des Finances et encore moins d'appétence avec les chiffres. Anecdote racontée par P. Moinot : De Gaulle le reçoit en audience et s'étonne du fonctionnement budgétaire du ministère, le budget de fonctionnement étant très supérieur à celui de l'équipement.

---

<sup>31</sup> On les doit à Emmanuel Berl. Elles furent amplement relayées dans le Tout-Paris par Henri Jeanson.

<sup>32</sup> Jean LACOUTURE, *Le Monde*, 9 juillet 1969.

Janvier 1959 : «Invention» du ministère des Affaires culturelles. Texte pour un jubilé

Moinot explique au Général que le budget de fonctionnement inclut en fait palais nationaux et Opéra, ce qui est énorme. Réaction de Malraux quand Moinot lui raconte la scène : « *Eh bien ! heureusement que ce n'est pas à moi qu'il a posé la question !* » ;<sup>33</sup>

- Malraux n'est pas parvenu à couvrir la France du manteau de ces nouvelles cathédrales que devaient être, selon lui, les Maisons de la Culture. Echec relatif cependant en regard de sa politique (ou de son absence de politique) en faveur du théâtre. Son indifférence vis-à-vis d'institutions jugées peu dociles sans doute comme le TNP de Vilar ou les Centres dramatiques de province lui vaut les plus sévères critiques : « *Que dire des longs silences du TNP et de l'Opéra, et de saisons de la Comédie-Française, vides de toute création significative et qu'éclairent seuls les entrechats de Robert Hirsch ou la découverte d'une bonne Dorine ? (...) Quand l'indifférence d'en-haut est aussi flagrante, comment les efforts déployés par les responsables immédiats (...), si dévoués à leur tâche qu'ils aient pu être, seraient-ils fructueux ?* »<sup>34</sup>
- sans doute le ministère Malraux n'a-t-il pas réussi, faute de moyens, faute de volonté, à transfuser à l'intérieur de la société française la volonté de modernisation et de grandes réformes qui présida à sa création. Il pâtit finalement de la contradiction entre une entreprise de nature révolutionnaire et une société qui ne l'était pas, entre les forces perturbantes de l'art vivant et les lénifiantes blandices des « Trente glorieuses » ;
- restent enfin dans les mémoires la gestion chaotique d'un certain nombre de difficultés administratives : « affaires » Boulez, Langlois, Seyrig et Sidet, etc.

---

<sup>33</sup> Intervention de Pierre MOINOT le 30 novembre 1989 lors des journées organisées pour le trentième anniversaire du ministère de la Culture. Il revient aux gouvernements de Gauche le mérite d'avoir poursuivi la politique culturelle de Malraux en lui donnant enfin les moyens nécessaires. Le budget du ministère doubla en 1981 et, en 1989, il était sept fois supérieur à celui dont disposait Malraux en 1960.

<sup>34</sup> *Ibid.*

On ne peut cependant disconvenir que le solde des « années Malraux » est largement positif :

- invention de Malraux, « *surgie de souvenirs de voyages en Union soviétique, du Front populaire et de l'Espagne révolutionnaire* »<sup>35</sup>, les Maisons de la Culture ont remporté un réel succès populaire avant que mai 68 ne les mette sous le boisseau ;
- les initiatives prises par le ministère furent nombreuses et certaines d'entre elles ont eu des conséquences positives jusqu'à aujourd'hui, comme les lois sur les datations ou sur les secteurs sauvegardés ; l'Inventaire général des monuments et richesses artistiques de la France (à partir de 1964) mené sous la haute autorité scientifique d'André Chastel ; les soins donnés à sept monuments types (Louvre, Invalides, Versailles, Vincennes, Fontainebleau, Reims, Chambord) ; le ravalement du patrimoine architectural public de Paris et, à sa suite de quelques grandes villes françaises (ce qui faisait dire à Florence Malraux que son père était devenu « *le plus grand blanchisseur de France* » !) ; les plafonds de l'Opéra et de l'Odéon confiés respectivement à Chagall et à Masson ;
- certaines nominations se révélèrent particulièrement heureuses comme celle du peintre Balthus à la Villa Médicis, de Reynold Arnould au Grand-Palais, et de Marcel Landowski pour mettre en place une ambitieuse politique musicale ;
- Malraux sut également, en maintes circonstances, être à la hauteur de ce que l'on attendait de lui. Contre certaines coteries gaullistes, il sut plaider en faveur de la liberté des créateurs et défendre « La Religieuse » de Rivette et « Les Paravents », de Genêt. En 1967, il parvint enfin à imposer la création du Centre national d'art contemporain, malheureusement après le départ de Picon. Si sa politique de prestige eut ses limites, elle atteint également une

---

<sup>35</sup> *Ibid.*, 8 juillet 1969.

Janvier 1959 : «Invention» du ministère des Affaires culturelles. Texte pour un jubilé

force symbolique inégalée jusqu'à lui : comment oublier le voyage de « La Joconde » aux Etats-Unis (en 1963) et de « La Vénus de Milo » au Japon (en 1964) ? comment oublier le flamboyant discours du 8 mars 1960, à l'Unesco, pour lancer la campagne internationale qui allait conduire à la sauvegarde des monuments de Nubie ? comment oublier enfin les grandes expositions organisées à Paris et consacrées aux arts d'Iran, d'Inde, du Mexique ou à Toutankhamon ou à l'Europe du XVIème siècle ? et comment ne pas garder dans nos mémoires ces moments uniques où le ministre des Affaires culturelles et ministre du Verbe élevait la voix de la France devant l'Acropole illuminée pour rendre hommage au « *seul lieu du monde hanté à la fois par l'esprit et par le courage* »<sup>36</sup>, devant Brasilia pour exalter « *la résurrection du lyrisme architectural (...) qui faisait rêver César à Alexandrie* »<sup>37</sup>, devant le Panthéon pour évoquer le martyr de Jean Moulin et, avec lui, le pitoyable mais invincible cortège de « *[ses] frères dans l'ordre de la Nuit...* »<sup>38</sup> ?

### « *Le grand rêve* »...

On pourrait bien sûr longtemps gloser sur pareil bilan. Peut-être est-ce André Holleaux, qui fut directeur de Cabinet de 1962 à 1966, qui s'approche au plus près de la vérité « objective » quand il écrit : « *A l'extraordinaire bilan que Malraux laisse, il manque d'avoir fait un grand ministère de la Culture* ».<sup>39</sup>

Les raisons de ce succès en demi-teinte nous semblent avoir été analysées avec la plus grande pertinence par l'historien Jean-Pierre Rioux. Sous le couvert d'une démocratisation de la culture héritée du Front Populaire, il n'y a pas eu de

---

<sup>36</sup> « *Hommage à la Grèce* » (28 mai 1959). Pléiade, t. 3, *op. cit.*, p.922

<sup>37</sup> Discours prononcé à Brasilia le 25 août 1959.

<sup>38</sup> « *Transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon* » (19 décembre 1964). *Ibid.*, p.954.

<sup>39</sup> « *Le ministre des Affaires culturelles* », *La Revue des Deux Mondes*, novembre 1978. Cité par C.L. Foulon, *op. cit.*, p.29.

stratégie du développement culturel, pas de « *voie française de la culture* ». L'Etat ne sut que répondre tant bien que mal à des activités culturelles surgies des profondeurs de la société. Ses réponses furent tactiques et dilatoires plus que stratégiques et programmées, d'où cette impression de démarche chaotique. Quant aux militants des mouvements populaires, ils se sont enfermés dans le refus de subventions publiques qui auraient, selon eux, porté atteinte à leurs précieuses libertés.<sup>40</sup>

Ces analyses ne sauraient remettre en cause le fait que cette création en janvier 1959 du premier ministère des Affaires culturelles ouvrait la voie à « *une expérience incomparable* ».

En personnifiant la création de ce ministère, Malraux l'a marqué de son sceau, de sa griffe, de son style — mélange de foi nationale et d'universalisme républicain, d'élégance et de bravoure, d'éloquence et de hauteur de vues. Il a su défendre, contre ses amis politiques parfois, les exigences de la liberté de l'esprit. Pour les jeunes créateurs de l'époque — même s'ils ne le comprenaient pas toujours —, il représentait la garantie qu'ils seraient compris et défendus au plus haut niveau de l'Etat. Aussi n'est-il pas étonnant que, lorsque le texte sur les missions du ministère est élargi par Jack Lang en 1982, « *l'ampleur des vues d'André Malraux et la vigueur de sa pensée restent des repères essentiels* ».<sup>41</sup>

Seule l'explosion est un temps moteur, apprend-on en physique. Peut-être en est-il de même pour les grands projets ou les grandes entreprises d'un Etat ? Malraux ou l'impulsion nécessaire... Sans doute fallait-il un visionnaire dégagé

---

<sup>40</sup> Cf. Jean-Pierre RIOUX, « *L'Etat et la culture, du Front populaire à la Ve République : un nouveau champ d'études pour la recherche historique* », *Les Affaires culturelles au temps d'André Malraux. 1959-1969*. La Documentation française, p. 265-277.

<sup>41</sup> Lettre de Jacques SALLOIS, directeur de Cabinet de Jack Lang, du 20 novembre 1986 à C.L. Foulon, *op. cit.*, p.39.

Janvier 1959 : «Invention» du ministère des Affaires culturelles. Texte pour un jubilé

des jeux et des enjeux de la politique immédiate pour fonder une politique nationale de la culture ambitieuse et durable — durable parce qu’ambitieuse. Au delà des critiques et des ressentiments, pour les jeunes générations d’administrateurs qui prendront la relève — Catherine Tasca, MM. Viguerie et Pattyn et, après eux, Jérôme Clément, Bernard Faivre d’Arcier, Francis Beck — Malraux sera celui qui a donné ses lettres de noblesse à la culture, faisant de celle-ci une voie de carrière aussi brillante et attirante que celle de l’inspection des finances, de la diplomatie ou de « la préfectorale » : ce n’est pas par hasard que Catherine Tasca intitule son livre de souvenirs *Un choix de vie*.<sup>42</sup>

Il sera surtout — et sans doute fallait-il le recul de l’histoire pour prendre la pleine mesure de cette « invention » d’un ministère des Affaires culturelles — celui qui instaura de fait le principe que le pouvoir politique trouve sa vocation et sa grandeur en se mettant au service de la culture. Le ministre de 1959 ne contredit pas le Malraux qui déclarait au journaliste Frank Elgar en 1952 : « *L’Etat n’est pas fait pour diriger l’art mais pour le servir* ». <sup>43</sup> En défendant la qualité des œuvres comme la liberté des animateurs culturels « *à l’abri de toute ingérence et de toute pression* », il confère aux métiers de la culture la dimension exaltante des grandes vocations et permet à la culture de prendre tout son poids dans notre société.

Sur la fin de sa vie, Malraux revoit de temps à autre Pierre Moinot. L’ancien directeur des Arts et Lettres est devenu un de ses plus proches amis. Leurs discussions les ramènent inmanquablement « *aux Affaires culturelles* ». L’ancien ministre évoque un jour, désabusé, « *la Rue de Valois* ». Moinot : « *Je prends notre défense : les idées du début étaient neuves, inconnues du grand public, souvent soupçonnées d’hérésie ; elles sont maintenant devenues*

---

<sup>42</sup> Catherine TASCAS, *Un Choix de vie*. Plon, 2002.

<sup>43</sup> *Carrefour*, n° 393, 26 mars 1952.

*familiales et vont de soi, le mot « culturel » a fait fortune jusqu'à devenir banal, parfois même douteux, beaucoup d'expressions sont entrées dans le langage commun, comme cette « qualité de la vie » qui la première fois était une recherche de style. Le domaine culturel a maintenant place à côté du domaine social. A tout cela s'ajoute l'importance mal mesurée de l'action sur l'étranger, le fait que la hiérarchie des cultures qui fut un des fondements du colonialisme est maintenant oubliée, et le ministère y a beaucoup contribué. Il m'écoute en hochant la tête, dubitatif. « Quand même ! dit-il, grand rêve... »<sup>44</sup>*

André Malraux fut le ministre qui incarna ce « grand rêve » et celui-ci lui survit. « *Je ne connais pas, écrira Romain Gary peu après la mort de Malraux, de lutte plus acharnée dans l'histoire de l'art et de la littérature que celle de l'auteur des Voix du silence pour faire de la culture un « anti-néant ».*<sup>45</sup>

Oui, ce fut «*[un] grand rêve* » et il nous plaît aujourd'hui, en ce cinquantième anniversaire, d'en saluer la naissance.

---

Pour citer ce texte :

BOURREL, Jean-René : «Janvier 1959 : “invention” du ministère des Affaires culturelles. Texte pour un jubilé», texte mis en ligne le 29 mars 2009.

URL : <<http://www.malraux.org/index.php/articles/614-20092bourrel.html>>.

Article téléchargé / consulté le [date exacte du téléchargement].

---

<sup>44</sup> NRF, n° 295, juillet 1977, *op. cit.*

<sup>45</sup> Romain GARY, *Le Monde*, 18 novembre 1977.